

Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de S.E. M. Jean Asselborn
Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

Débat public du Conseil de sécurité

**Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes
de terrorisme : Une approche globale de la lutte contre le terrorisme**



New York, le 15 janvier 2013

Statement by H.E. Mr. Jean Asselborn
Deputy Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

Open debate of the Security Council

**Threats to international peace and security caused by terrorist acts:
A comprehensive approach to counter-terrorism**

New York, January 15th, 2013



Madame la Présidente, chère collègue,

Comme c'est la première fois que le Luxembourg prend la parole en séance publique du Conseil de sécurité, permettez-moi de féliciter votre pays, le Pakistan, pour son accession à la présidence du Conseil en ce mois de janvier 2013. Je vous remercie d'avoir organisé ce débat public sur le thème de l'approche globale de la lutte contre le terrorisme.

C'est aujourd'hui aussi pour la première fois de son histoire que le Luxembourg prend la parole en séance publique en tant que membre élu du Conseil de sécurité. Pendant les deux années à venir, nous nous engageons à contribuer de façon active aux travaux du Conseil de sécurité, dans l'exercice de la responsabilité principale que lui ont conférée les Etats membres en vertu de la Charte des Nations Unies : le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Madame la Présidente,

Le terrorisme est une des menaces les plus graves à la paix et à la sécurité internationales. Le Secrétaire général l'a bien illustré dans son exposé, pour lequel je le remercie. Cette menace a tendance à s'étendre, comme le montre l'exemple du Sahel. Le Pakistan a été, tout récemment encore hélas, la victime d'attaques terroristes meurtrières, et je tiens à lui présenter, à travers vous Madame la Présidente, les condoléances les plus sincères de mon pays. Le Luxembourg tient à exprimer sa solidarité avec tous ceux qui souffrent à cause du terrorisme et à réitérer l'importance de respecter les droits des victimes du terrorisme.

Le Luxembourg condamne fermement le terrorisme. Nous considérons les actes terroristes comme des actes criminels injustifiables qui doivent être poursuivis et punis, quels qu'en soient les auteurs. Pour contrer ce fléau, le Luxembourg s'engage à plusieurs niveaux : au niveau international, au niveau européen et au niveau national.

Les efforts européens seront détaillés dans la déclaration de l'Union européenne à laquelle je souscris pleinement.

Au niveau des Nations Unies, il est bien que la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU ait élargi le cadre de la lutte contre le terrorisme mondial pour inclure non seulement des mesures répressives et de sécurité, mais aussi des mesures pour assurer le respect des droits de l'homme et traiter des conditions propices à la propagation du terrorisme. Cette stratégie offre une approche globale permettant des réponses plus efficaces à la menace du terrorisme, en combinant la sécurité, l'état de droit, les objectifs de développement et la protection des droits de l'homme.

La prévention du terrorisme passe en effet par un renforcement et une meilleure utilisation des capacités de l'ONU dans des domaines tels que la prévention des conflits, la primauté du droit, le maintien et la consolidation de la paix et le développement. La sécurité et le développement sont

bien complémentaires. L'objectif à long terme de toute stratégie de lutte contre le terrorisme est de sauver des vies et de protéger le bien-être de la population. A l'inverse, le développement peut aider à lutter contre l'attrait du terrorisme, surtout s'il favorise l'emploi des jeunes, qui est un des domaines prioritaires de la politique du Luxembourg en matière de coopération au développement.

Je tiens ici à souligner que la lutte contre le terrorisme doit être guidée par des valeurs démocratiques fondamentales, les droits de l'homme et la bonne gouvernance. Toutes les mesures prises dans la prévention et la lutte contre le terrorisme doivent respecter le principe de la primauté du droit, et être prises en conformité avec le droit international, notamment le droit humanitaire, les droits de l'homme et le droit des réfugiés. Il est en effet avéré que les violations graves des droits de l'homme peuvent créer des conditions propices à la propagation du terrorisme.

Dans le même esprit, les stratégies de lutte contre le terrorisme doivent accorder à la promotion de la tolérance, au dialogue et au respect de la diversité, l'importance qu'ils méritent. Un rôle important revient à cet égard à l'UNESCO ainsi qu'à l'Alliance des Civilisations, que le Luxembourg soutient activement depuis sa création en 2005.

Madame la Présidente,

Le Luxembourg soutient pleinement les travaux des Comités du Conseil de sécurité créés en application des résolutions 1267 et 1989, 1373 et 1540, qui sont au cœur de la réponse des Nations Unies au terrorisme. Les sanctions sont un outil important dans la lutte internationale contre le terrorisme et nous rappelons l'importance de la mise en œuvre rapide et efficace des mesures de sanction applicables.

En même temps, la protection des droits de l'homme et le respect de la primauté du droit sont d'une importance cruciale pour réaliser l'objectif ultime de contrer et prévenir les actes de terrorisme. Nous saluons les mesures prises par le Conseil de sécurité au cours des dernières années pour garantir l'application de procédures claires, équitables et transparentes dans le cadre du Comité des sanctions visant Al-Qaida. Nous apportons notre plein soutien au Bureau du Médiateur créé en décembre 2009 et dont le mandat vient d'être prorogé pour une période de 30 mois, jusqu'en juin 2015. Il est important d'œuvrer à l'amélioration continue des procédures au sein du Conseil.

Madame la Présidente,

Je ne voudrais pas conclure sans dire un mot concernant la lutte contre le financement du terrorisme. En tant que centre financier international, le Luxembourg est conscient de ses responsabilités particulières en la matière. Mon pays s'est doté d'un arsenal moderne et cohérent de mesures législatives et réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de lutte contre le financement du terrorisme. Ces mesures sont conformes aux recommandations du Groupe d'Action Financière.

Par ailleurs, le Luxembourg contribue au renforcement des capacités des pays en développement en matière de lutte contre le financement du terrorisme. Nous avons ainsi appuyé le Sénégal en finançant un projet de formation élaboré par sa Cellule nationale de traitement des informations financières, en coopération avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme.

Madame la Présidente,

La déclaration présidentielle qui a été préparée pour ce débat public a le mérite d'inclure tous les ingrédients de l'approche globale de la lutte contre le terrorisme que je viens d'énumérer. Pour cette raison, le Luxembourg lui apporte son plein soutien. Si nous parvenons tous ensemble à traduire ces mots en actes, je ne doute pas que nous ferons des progrès décisifs dans la lutte contre le terrorisme.

Je vous remercie de votre attention.

Madam President, dear colleague,

As it is the first time that Luxembourg is taking the floor in a public meeting of the Security Council, I would like to congratulate your country, Pakistan, on assuming the Presidency of the Council for this month of January 2013. I thank you for having organized this open debate on the theme of a comprehensive approach to counter-terrorism.

Today is also the first time in its history that Luxembourg is taking the floor in a public meeting as an elected member of the Security Council. In the course of the next two years, we commit to contribute actively to the work of the Security Council in the exercise of the primary responsibility conferred on it by the Member States under the Charter of the United Nations: the maintenance of international peace and security.

Madam President,

Terrorism is one of the most serious threats to international peace and security. The Secretary-General has aptly illustrated this fact in his presentation, for which I thank him. This threat is spreading, as the example of the Sahel demonstrates. Very recently again, unfortunately, Pakistan has been the victim of deadly terrorist attacks. I would like, through you Madam President, to extend to Pakistan the heartfelt condolences of my country. Luxembourg wishes to express its solidarity with all those who suffer because of terrorism and to reaffirm the importance of respecting the rights of victims of terrorism.

Luxembourg strongly condemns terrorism. We consider terrorist acts as unjustifiable criminal acts that must be prosecuted and punished, regardless of their perpetrators. To counter this scourge, Luxembourg commits itself at the international level, at the European level and at the national level.

The European efforts will be outlined in the statement of the European Union, to which I fully subscribe.

At the level of the United Nations, it is commendable that the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy has expanded the framework of the fight against global terrorism to include not only repressive and security measures, but also measures to ensure respect for human rights and to address the conditions conducive to the spread of terrorism. This strategy provides a comprehensive approach allowing for more effective responses to the terrorist threat, by combining security, rule of law, development goals and the protection of human rights.

Indeed, in order to prevent terrorism, we must strengthen and make better use of the United Nations' capacities in areas such as conflict prevention, rule of law, peacekeeping and peacebuilding, as well as development. Security and development are truly complementary. The long-term goal of any counter-terrorism strategy is to save lives and safeguard the well-being of the population. Conversely, development can help counter the appeal of terrorism, especially if it promotes youth employment, which is one of the priority areas of Luxembourg's development cooperation policy.

I would like to emphasize here that the fight against terrorism must be guided by fundamental democratic values, respect for human rights and good governance. All measures adopted in the prevention and the fight against terrorism must respect the principle of the rule of law, and they must be taken in accordance with international law, including humanitarian law, human rights law and refugee law. Indeed, experience has shown that serious violations of human rights may create conditions conducive to the spread of terrorism.

In the same vein, counter-terrorism strategies must pay due attention to the promotion of tolerance, to dialogue and to the respect for diversity. UNESCO has a major role to play in this regard, as has the Alliance of Civilizations, which Luxembourg actively supports since its creation in 2005.

Madam President,

Luxembourg fully supports the work of the Security Council Committees established pursuant to resolutions 1267 and 1989, 1373 and 1540, which are at the heart of the United Nations' response to terrorism. Sanctions are an important tool in the international fight against terrorism. We recall the importance of prompt and effective implementation of applicable sanctions measures.

At the same time, the protection of human rights and respect for the rule of law are crucial elements if we want to achieve the ultimate goal of preventing and countering terrorism. We welcome the measures adopted by the Security Council in recent years to ensure the application of clear, fair and transparent procedures in the context of the Al-Qaida Sanctions Committee. We extend our full support to the Office of the Ombudsperson, which was established in December 2009 and whose mandate has just recently been renewed for a period of 30 months, until June 2015. We underline the importance of continuing to work towards improving the procedures within the Council.

Madam President,

I would not want to conclude without saying a word about countering the financing of terrorism. As an international financial center, Luxembourg is conscious of its special responsibilities in this regard. My country has adopted a modern and coherent arsenal of legislative and regulatory measures in the fight against money laundering and the financing of terrorism. These measures are in line with the recommendations of the Financial Action Task Force.

Furthermore, Luxembourg is contributing to strengthening the capacity of developing countries to counter the financing of terrorism. We have thus assisted Senegal by funding a training project which had been developed by CENTIF, the National Unit in charge of processing financial information, in cooperation with the Counter-Terrorism Committee Executive Directorate.

Madam President,

The presidential statement which has been prepared for this open debate has the merit of including all the ingredients of a comprehensive approach to counter-terrorism I have just mentioned. For this reason, Luxembourg fully supports it. If together, we succeed in translating these words into actions, I have no doubt that we will accomplish decisive progress in the fight against terrorism.

I thank you for your attention.